

**DEEL III. — Bijzondere bepalingen
betreffende de ambtenaren
aangeworven in de gespecialiseerde ambten**

Art. 11. § 1. De ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap die titularis zijn van één van de hieronder in de linkerkolom opgenomen graden van rang 10 mogen enkel bevorderd worden tot de graad van rang 11 die naast hun graad voorkomt :

Attaché voor het cultureel patrimonium

Attaché voor letterkunde

Attaché voor toneel

Attaché voor de bevordering van de beeldende kunst

Attaché voor de bevordering van de muziek

Attaché voor de bevordering van de film

Attaché belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst

Inspecteur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtfeesten

Inspecteur voor cultuur

§ 2. De ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap die titularis zijn van één van de hieronder opgenomen graden van rang 11 in de linkerkolom, mogen enkel bevorderd worden tot de graad van rang 13 die naast hun graad voorkomt :

Eerste attaché voor het cultureel patrimonium

Eerste attaché voor letterkunde

Eerste attaché voor toneel

Eerste attaché voor de bevordering van de beeldende kunst

Eerste attaché voor de bevordering van de muziek

Eerste attaché voor het cultureel patrimonium

Eerste attaché voor letterkunde

Eerste attaché voor toneel

Eerste attaché voor de bevordering van de beeldende kunst

Eerste attaché voor de bevordering van de muziek

Eerste attaché voor de bevordering van de film

Eerste attaché belast met de controle tot bevordering en verspreiding van de kunst

Eerstaanwezend inspecteur voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtfeesten

Eerstaanwezend inspecteur voor cultuur

Eerste attaché voor de bevordering van de film

Eerste attaché belast met de controle en de coördinatie van de activiteiten tot bevordering en verspreiding van de kunst

§ 3. De bevorderingen bedoeld in dit artikel worden volgens de regels van de vlakke loopbaan toegekend.

DEEL IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 12. § 1. In afwijking van artikel 11 van dit besluit, worden de vastbenoemde ambtenaren die, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, titularis zijn van een graad en/of zich in de toestand bevinden zoals aangegeven in kolom 1 van de hiernavolgende tabel, benoemd tot de in kolom 2 opgenomen overeenstemmende graad.

Kolom 1

Attaché voor letterkunde en toneel

Inspecteur voor jeugd- en vrijetijdsbesteding

Eerstaanwezend inspecteur voor jeugd- en vrijetijdsbesteding

Adjunct-adviseur (Dienst voor de Algemene Directie jeugd en vrijetijdsbesteding)

Adviseur (Dienst voor de jeugd van de Algemene Directie jeugd en vrijetijdsbesteding).

§ 2. De in § 1 bedoelde ambtenaren genieten in hun nieuwe graad van de anciënniteit, verworven in de verlaten graad, alsmede van de toepassing van de regels van de vlakke loopbaan.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking op 15 oktober 1983.

Art. 14. Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 maart 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

F. 84 — 617

1er MARS 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant création du service social des Services de l'Exécutif de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord de Notre Ministre-Président compétent en matière budgétaire et chargé de la Fonction publique au sein de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de définir sans tarder les règles relatives à la création d'un service social spécifique aux Services de l'Exécutif de la Communauté française, qui permette à tous les agents de ces services de bénéficier d'avantages équivalents, à la différence de la situation existante à ce jour en vertu de

l'article 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1982 fixant les règles complémentaires pour le transfert des membres du personnel des ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne à leur Exécutif respectif;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 28 février 1984,

Arrêtons :

Article 1er. Un service social est créé au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

Ce service social figure parmi les attributions de Notre Ministre qui a le personnel dans ses compétences, ci-après dénommé « le Ministre »; il en arrête l'organisation et le fonctionnement.

Art. 2. Les activités du service social comportent en ordre principal :

A. *au plan individuel*:

1^e l'aide individuelle sur les plans matériel, juridique et psychomédico-social;

2^e l'aide financière en cas de maladie, d'intervention chirurgicale, de cure ou de placement prescrit pour des raisons médicales, surtout quand les traitements sont coûteux et prolongés;

3^e l'aide financière en cas de placement d'enfants débiles dans des établissements spécialisés librement choisis;

4^e l'octroi de prêts pour faire face à des situations exceptionnelles.

B. au plan collectif:

1^e la création d'un service médico-social agissant à titre préventif. Ce service peut également, pour des raisons d'urgence, assurer des soins courants;

2^e la création d'un service d'assistance juridique et sociale;

3^e la gestion en direct ou en participation de restaurants et de cantines;

4^e l'encouragement par la voie de subsides d'activités culturelles, sportives ou récréatives;

5^e l'organisation de crèches et de garderies;

6^e l'organisation de colonies de vacances;

7^e la préparation à la retraite des futurs pensionnés.

Art. 3. Les bénéficiaires du service social sont les personnes suivantes :

§ 1er. 1^e les agents qui, à quelque titre que ce soit, appartiennent au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

2^e les agents pensionnés, en activité dans les Services de l'Exécutif immédiatement avant leur mise à la retraite;

3^e les personnes qui sont à charge de celles qui sont reprises sous les points 1 et 2, pour autant qu'elles cohabitent avec ces derniers;

4^e les veufs, veuves et orphelins des personnes qui sont reprises sous les points 1 et 2;

5^e les membres des Cabinets des Ministres de l'Exécutif de la Communauté française.

Les personnes bénéficiaires s'adressent directement au service social.

§ 2. Aux conditions fixées par le Ministre ou par l'association agréée, d'autres personnes que celles visées au § 1er, du présent article, qui effectuent des prestations pour les Services de l'Exécutif de la Communauté française, peuvent bénéficier des activités menées au plan collectif.

Art. 4. Le Ministre peut confier à une association sans but lucratif agréée par lui, la réalisation de tout ou d'une partie des activités du service social. Cette association pourra, dans ce but, être subventionnée dans la limite des crédits prévus à cet effet au budget de la Communauté française.

Art. 5. Pour être agréée, l'association sans but lucratif doit être dotée de statuts qui prévoient :

1^e l'admission en tant que membres de personnes appartenant aux catégories reprises sous les points 1 et 2 de l'article 3, § 1er, à l'exclusion de toute autre;

2^e un objet social conforme au prescrit de l'article 2;

3^e un conseil d'administration composé de membres appartenant à la catégorie reprise sous le point 1 de l'article 3, § 1er, et proposé par les organisations syndicales représentées au Comité de consultation syndicale des Services de l'Exécutif de la Communauté française, dans la même proportion;

4^e la présence d'un représentant désigné par le Ministre, assistant de droit, avec voix consultative, aux réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration et dont les compétences sont celles figurant à l'article 8;

5^e le contrôle de ses comptes par le représentant dont question à l'alinéa précédent;

6^e le rapport écrit de l'assistant social préalablement à toute décision relative à des cas individuels dont il est question au point A de l'article 2.

Art. 6. L'association sans but lucratif agréée soumettra à l'Exécutif de la Communauté française avant le 15 avril un rapport moral et financier relatif à l'exercice écoulé.

Art. 7. L'association sans but lucratif agréée est tenue d'obtenir l'accord du Ministre préalablement à l'organisation de tombolas, la vente d'insignes ou de toute action destinée à procurer des ressources exceptionnelles et à l'acceptation de dons et legs.

Art. 8. Les activités de l'association sans but lucratif agréée sont contrôlées par un représentant, désigné par le Ministre.

Sa compétence est une fonction de contrôle; il ne peut donner d'instructions, ni empêcher l'exécution de décisions régulièrement prises. Il ne peut être membre associé.

Il a compétence :

1^e pour participer avec voix consultative à toute réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration;

2^e pour provoquer la réunion du conseil d'administration;

3^e pour suspendre par la voie d'une lettre recommandée envoyée dans les trois jours francs de la décision toute mesure qu'il estime contraire à l'intérêt général, aux règlements du service social ou aux statuts de l'association sans but lucratif agréée.

Les motifs sont communiqués au Ministre, aux président et vice-président.

Si le Ministre n'annule pas la mesure ou s'il n'a pas statué dans les quinze jours de la notification de la suspension, la décision est exécutoire.

Le représentant du Ministre peut prendre connaissance sur place de toutes les pièces relatives à la gestion de l'association.

Art. 9. L'agrément peut être retiré à tout moment si l'association sans but lucratif manque à ses engagements ou ne respecte pas les dispositions du présent arrêté.

Art. 10. Le personnel dont les emplois sont prévus au cadre et les moyens nécessaires à l'accomplissement des tâches incombant au service social sont mis, par le Ministre, à la disposition de l'association sans but lucratif agréée sur proposition de son conseil d'administration.

Cette mise à disposition ne peut avoir pour effet de modifier la situation administrative et pécuniaire des agents concernés.

Art. 11. Notre Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1er mars 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

VERTALING

N. 84 — 617.

1 MAART 1984. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van de sociale dienst bij de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap**Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies bij de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van Onze Minister-Voorzitter bevoegd in budgettaire aangelegenheden en belast met het Openbaar Ambt in de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijd regelen vastgesteld dienen te worden in verband met de oprichting van een sociale dienst die eigen is aan de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, opdat alle ambtenaren van deze diensten gelijkaardige voordeelen zouden kunnen genieten in tegenstelling tot de tot op heden bestaande toestand krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 juni 1982 tot vaststelling van de nadere regelen voor de overgang van de personeelsleden van de ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest naar de respectieve Executieve;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 28 februari 1984,

Besluiten :**Artikel 1. Bij de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap wordt een sociale dienst opgericht.**

Deze sociale dienst ressorteert onder Onze Minister tot wiens bevoegdheid het personeel behoort, hieronder « de Minister » genoemd; hij stelt er de organisatie en de werking van vast.

Art. 2. De werkzaamheden van de sociale dienst omvatten in hoofdzaak :**A. Op individueel gebied :**1^o de individuele hulpverlening op materieel, juridisch en psycho-medisch-sociaal gebied;2^o de tegemoetkoming in geval van ziekte, van heelkundig ingrijpen, van door de geneesheer voorgeschreven kuren of verblijf vooral voor een dure of langdurige geneeskundige verzorging;3^o de tegemoetkoming in geval van plaatsing van zwakke kinderen in vrijelijk gekozen gespecialiseerde instellingen;4^o het toekennen van leningen om in buitengewone toestanden te voorzien.**B. Op collectief gebied :**1^o de oprichting van een medisch-sociale dienst die preventief optreedt. Deze dienst mag eveneens, in dringende gevallen, voor de gewone verzorging instaan;2^o de oprichting van een dienst voor juridische en sociale hulpverlening;3^o het eigen of het gemeenschappelijk beheer van restaurants en eetzalen;4^o de aanmoediging door middel van toelagen, van culturele, sportieve en recreatieve activiteiten;5^o de organisatie van kinderbewaarplaatsen en peutertuinen;6^o de organisatie van vakantiekolonies;7^o de voorbereiding op de inrustestelling van de toekomstige gepensioneerden.**Art. 3. De begunstigden van de sociale dienst zijn de volgende personen :**§ 1. 1^o de ambtenaren die in gelijk welke hoedanigheid tot het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap behoren;2^o de gepensioneerde personeelsleden die onmiddellijk vóór hun oppensioenstelling in de Diensten van de Executieve actief waren;3^o de personen die ten laste zijn van die vermeld onder de punten 1^o en 2^o voor zover zij met deze laatsten samenwonnen;4^o de weduwnaars, weduwen en wezen van de personen vermeld onder de punten 1^o en 2^o;5^o de kabinetsleden van de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

De begunstigde personen wenden zich rechtstreeks tot de sociale dienst.

§ 2. Onder de door de Minister of door de erkende vereniging vastgestelde voorwaarden, mogen andere personen dan deze bedoeld bij § 1 van dit artikel, die prestaties leveren voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, voordeel trekken van de op collectief gebied op touw gezette activiteiten.

Art. 4. De Minister mag een door hem erkende vereniging zonder winstoogmerk met de verwezenlijking van alle of van een gedeelte der werkzaamheden van de sociale dienst belasten. Te dien einde zal deze vereniging gesubsidieerd kunnen worden binnen de perken van de kredieten die hiertoe op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken zijn.**Art. 5. Om erkend te worden dienen de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk het volgende te bepalen :**1^o de toelating als lid van de personen die behoren tot de categorie vermeld onder de punten 1^o en 2^o van artikel 3, § 1, met uitsluiting van elke andere;2^o een sociaal object dat met de bepalingen van artikel 2 overeenkomt;3^o een raad van beheer aangesteld uit leden die behoren tot de categorie vermeld onder het punt 1 van artikel 3, § 1, en voorgedragen door de vakverenigingen, die naar dezelfde verhouding in de syndicale raad van advies bij de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigd zijn;4^o de aanwezigheid van een door de Minister aangewezen vertegenwoordiger, die van rechtswege met adviserende stem de zittingen van de algemene vergadering en van de raad van beheer bijwoont en wiens bevoegdheden in artikel 8 bepaald zijn;5^o het toezicht op haar rekeningen door de vertegenwoordiger bedoeld in het vorige lid;6^o het schriftelijk verslag van de maatschappelijke assistent vóór iedere beslissing in verband met de individuele gevallen waarvan sprake onder punt A van artikel 2.**Art. 6. De erkende vereniging zonder winstoogmerk zal vóór 15 april bij de Executieve van de Franse Gemeenschap een moreel en financieel verslag betreffende het afgelopen dienstjaar indienen.****Art. 7. De erkende vereniging zonder winstoogmerk is ertoe gehouden de instemming van de Minister te verkrijgen vóór de organisatie van tombola's, de verkoop van kentekens of voor iedere actie met het oog op het verschaffen van uitzonderlijke hulpmiddelen en op het aanvaarden van giften en legaten.****Art. 8. De werkzaamheden van de erkende vereniging zonder winstoogmerk worden door een door de Minister aangewezen vertegenwoordiger nagegaan.**

Zijn bevoegdheid is een toezichtsambt; hij mag geen onderrichtingen geven, noch de uitvoering van regelmatig genomen beslissingen beletten. Hij mag geen geassocieerd lid zijn. Hij is bevoegd :

1^o om met adviserende stem aan iedere zitting van de algemene vergadering of van de raad van beheer deel te nemen;

2^o om een vergadering van de raad van beheer uit te schrijven;

3^o om per aangetekende brief gezonden binnen drie volle dagen na de beslissing iedere maatregel te schorsen die hij in strijd acht met het algemeen belang, met de reglementen van de sociale dienst of met de statuten van de erkende vereniging zonder winstoogmerk.

De redenen worden aan de Minister, de voorzitter en ondervoorzitter medegedeeld.

Indien de Minister de maatregel niet ongeldig maakt of indien hij zich niet uitgesproken heeft binnen veertien dagen na de kenninggeving van de schorsing kan de beslissing uitgevoerd worden.

De vertegenwoordiger van de Minister kan ter plaatse van alle stukken betreffende het beheer van de vereniging kennis nemen.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

F. 84 — 618

1er MARS 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis du comité de consultation syndicale des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française compétent en matière budgétaire et en matière de personnel;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 22 décembre 1983,

Arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, sous l'intitulé « Direction d'administration de la lecture publique et de la promotion des lettres », la rubrique « attaché ou premier attaché ou conseiller littéraire et théâtral » est remplacée par la rubrique suivante : « attaché ou premier attaché ou conseiller littéraire ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 15 octobre 1983.

Art. 3. Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté,

Bruxelles, le 1er mars 1984.

VERTALING

N. 84 — 618

1 MAART 1984. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap bevoegd inzake begroting en personeel;